

Etant tous au courant des faits, je n'aurais rien de nouveau à cette Chambre en disant que les capitalistes de la province de Québec, représentant la finance, le transport et le pouvoir, se liguerent contre l'ancien gouvernement et envoyèrent par toute la province des instructions formelles d'après lesquelles, aucun conservateur ne devait être élu dans Québec.

Il me semble que ces faits étant une fois établis, et sachant que le résultat de l'élection fut en grande partie dû au rôle joué par la province de Québec, nous sommes en droit de nous demander pourquoi les capitalistes de cette province prirent une telle attitude. Pourquoi se liguerent-ils contre l'ancien gouvernement? Il est évident que ce fut en raison de la politique suivie par le gouvernement d'alors, sur la question des chemins de fer; et je crois être parfaitement logique en revenant sur cette question, pendant quelques instants, sans toutefois m'attarder trop longtemps à citer des chiffres.

Il est presque inutile de dire ici, que depuis la Confédération jusqu'à nos jours, le gouvernement, quel qu'il soit, a eu à faire face à la question des chemins de fer. Non seulement depuis la Confédération, mais même avant. Le gouvernement du Canada, avant la Confédération, fut obligé d'aider très sérieusement le chemin de fer du Grand-Tronc en lui votant une forte somme d'argent. Plus tard, lors de la Confédération, il nous fallut construire l'Intercolonial à nos frais; et nous eûmes à construire une ligne transcontinentale de l'Atlantique au Pacifique afin de compléter l'union des provinces en atteignant la Colombie-Anglaise. Il ne faut donc pas être étonné si, à l'avènement du dernier gouvernement au pouvoir, l'on s'aperçut que le Transcontinental et le Grand-Tronc avaient des difficultés financières et ne pouvaient être terminés sans l'intervention du gouvernement qui n'avait alors d'autre parti à prendre que d'assumer la responsabilité de la situation et prendre possession de tous les réseaux.

Avant que l'ancien gouvernement n'arrivât au pouvoir, le gouvernement Laurier s'était engagé, non seulement à construire le Transcontinental-National et le Grand-Tronc-Pacifique, mais aussi à transformer le Canadien-Nord en un réseau transcontinental et la législation à cet effet avait été insérée aux statuts, définissant ainsi sa politique sur ce sujet. Nous n'étions pas au pouvoir depuis trois ans, que déjà nous avions à faire face à la question des chemins de fer et il n'y avait d'autre alternative, pour le gouvernement du jour, le

L'hon. sir JAMES LOUGHEED.

gouvernement Borden, que de prendre possession de ces réseaux. Les intéressés de la province de Québec pouvaient-ils s'attendre à autre chose? J'ose dire que si le gouvernement Laurier avait été au pouvoir, en ce temps-là, il aurait agi absolument comme nous l'avons fait nous-mêmes. Il n'y avait pas à choisir. Le Transcontinental National, le Grand Tronc-Pacifique et le Canadien-Nord allaient infailliblement tomber en liquidation, et à une époque où, ayant à faire face à la guerre, il était impossible de négocier en leur faveur, soit aux Etats-Unis, soit en Europe. Il fallait non seulement payer les dettes dont ils avaient assumé la responsabilité et faire face à une crise financière possible, mais encore remplir les promesses de garantie données par les gouvernements fédéral et provinciaux à ces différents réseaux. Il ne faut pas oublier que de tout temps, dans l'histoire du Canada, les compagnies de chemins de fer, lorsqu'elles vinrent à Ottawa, eurent plein succès auprès du Gouvernement et extirpèrent chaque fois les sommes dont elles avaient besoin pour faire face à leurs affaires. La question qui confrontait le gouvernement Borden était donc de savoir s'il devait prendre possession des réseaux ou prêter aux compagnies en cause, l'argent nécessaire pour faire face à leurs obligations et ce sans acquérir les chemins de fer. Il me semble qu'il n'y avait pas d'hésitation possible et que la ligne de conduite toute tracée, était d'assumer les dettes et de s'assurer la possession des chemins de fer. Le Gouvernement du jour ne prit pas toutefois, cette décision de parti délibéré. La situation à laquelle nous avons à faire face ne nous permettait pas de considérer les opinions que nous pouvions avoir au sujet de la nationalisation des chemins de fer.

Maintenant, honorables messieurs, je ne vois pas pour quelle raison, les capitalistes de la province de Québec, ceux dont je parlais tout à l'heure, ont fait une telle opposition au gouvernement d'alors. Quel est le gouvernement qui a commencé cette rivalité insensée contre le Canadien-Pacifique? Ce n'est pas l'ancien gouvernement. La construction du Transcontinental National a porté un coup terrible à la prospérité du Grand-Tronc. Et qui en fut la cause? Ce ne fut pas le gouvernement Borden. Ce fut le gouvernement Laurier en décidant cette compagnie à faire des dépenses fabuleuses et absolument injustifiables pour la construction d'un second réseau transcontinental. C'est ainsi qu'à la dernière élection, nous eûmes à faire face à des responsabi-